

# DEFINITION D'UNE VISION INTÉGRÉE ET CONCERTÉE DES OCÉANS EQUATEUR A HORIZON 2035

## 1. Historique.

L'océan joue un rôle essentiel dans le maintien de la vie sur Terre en fournissant d'importantes ressources et services écosystémiques, il abrite une riche biodiversité marine, il joue un rôle important dans la régulation du climat mondial et fournit des voies pour différentes activités récréatives et économiques, telles que la pêche et le transport maritime. Avec l'intensification des activités dans et sur les océans, les pressions accumulées sur le milieu marin constituent une grave menace pour les écosystèmes marins, qui compromettent leur santé et leur résilience. Les tendances à la perte de biodiversité et à la dégradation des écosystèmes marins et côtiers au niveau mondial continuent également d'augmenter, aggravées par le changement climatique mondial (IPBES 2019; IPCC 2021).

La vision intégrée et concertée des océans a pour approche la gestion des activités humaines dans l'océan, qui prend ses racines dans l'approche écosystémique, en considérant toutes les dimensions de l'espace océanique (physique, océanographique, climatique, biologique, social et économique), y compris la dynamique spatiale et temporelle du système.

Les écosystèmes marins sont confrontés à de multiples menaces, notamment le changement climatique, la pollution par les plastiques, la destruction des habitats, la surpêche et une gouvernance faible. Ces facteurs mettent en péril la biodiversité et la durabilité des océans

En tant qu'éléments d'une vision écosystémique holistique, les aires marines et côtières protégées (AMCP) sont des espaces clés pour conserver la biodiversité et protéger les ressources naturelles contre les menaces humaines. Ces espaces sont essentiels pour atteindre les objectifs de développement durable (UICN, 2023).

Les AMCP ont été créées pour freiner la surexploitation des ressources naturelles en favorisant leur utilisation durable. Depuis la fin du XXe siècle, leur valeur écologique et économique a été reconnue, encourageant des pratiques comme l'écotourisme. En Équateur, elles sont soutenues par des lois telles que la Constitution et le Code organique de l'environnement. Il est recherché un équilibre entre la conservation de la biodiversité et l'utilisation responsable des ressources.

En Equateur, la pollution et la croissance incontrôlée du tourisme, avec des problèmes tels que les vendeurs informels, reflètent un décalage entre l'offre touristique et la législation. Ceci est aggravé par le manque de politiques claires et l'informalité dans les entreprises touristiques (FCSH).

Dans le contexte international, le Programme régional pour la gestion intégrée des déchets marins dans le Pacifique Sud-Est a été adopté en 2007 afin de promouvoir une bonne gestion des déchets solides et d'éviter qu'ils ne deviennent des déchets marins. L'Agenda 2030 de l'ONU, adopté en 2015, inclut l'Objectif 14 "Vie Marine", qui vise à prévenir et réduire significativement la pollution marine de tous types, en particulier la pollution due aux activités terrestres, y compris les déchets marins et la pollution par les nutriments, avec pour objectif d'atteindre ces objectifs d'ici à 2025.

Les recherches menées en Équateur se concentrent sur la présence de déchets marins sur les plages, les récifs submergés, les coraux et aussi sur les espèces de poissons commerciales, ainsi que sur la production de déchets par les pêcheries.

Les déchets marins sont un problème majeur qui affecte tous les écosystèmes marins à l'échelle mondiale. On estime que 80 % des déchets marins proviennent de territoires terrestres, l'un des principaux déchets est le plastique qui arrive par les déversements dans les rivières qui aboutissent dans l'océan, ce qui conduit à une mauvaise gestion des déchets ménagers et à la méconnaissance du recyclage.

Il est souligné que les déchets marins affectent négativement la biodiversité marine sur les côtes de l'Équateur. Cela a un effet négatif sur le développement des communautés locales côtières et de leurs îles voisines, qui doivent être compatibles avec l'environnement. Les récifs coralliens sont l'un des écosystèmes les plus touchés par les déchets marins et les filets de pêche.

Les récifs coralliens sont des écosystèmes marins essentiels qui abritent une grande biodiversité et dépendent d'une relation symbiotique avec les algues pour leur coloration et leur nourriture. Ils fournissent un habitat à des milliers d'espèces, protègent les côtes et génèrent des revenus par le tourisme et la pêche. Ils prédominent dans les eaux chaudes et claires. Leur valeur économique globale est estimée à plus de 29 milliards de dollars par an. Leur préservation est essentielle pour la durabilité environnementale et économique au niveau mondial (US EPA, 2024). En Equateur, les mesures de conservation interdisent le déversement des déchets et l'extraction des coraux pour protéger leur équilibre. La sensibilisation à l'environnement est essentielle, avec des pratiques responsables pendant le tourisme et la plongée. La surveillance constante vise à maintenir leur durabilité pour le bien-être de l'industrie de la pêche et la biodiversité marine (CNP - Ecuador).

L'utilisation des espaces côtiers a été marquée par une forte augmentation des activités humaines, y compris la pêche, l'aquaculture, le tourisme et l'urbanisation. Ces activités, bien qu'elles soient essentielles pour l'économie des pays, ont eu un grand impact négatif sur les écosystèmes côtiers, comme la surexploitation des ressources naturelles, la pollution par les déchets et la perte de biodiversité (SENPLADES, 2011).

Au niveau international, ces espaces côtiers sont régis par des règles et des accords qui cherchent à équilibrer l'exploitation des ressources marines avec la protection de l'environnement. Les océans, qui couvrent 72 % de la surface de la terre, ont été importants pour l'humanité en fournissant de la nourriture et du commerce (Nations Unies).

L'Équateur a une zone côtière de 200 milles marins, mais étant partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, un droit souverain est accordé en vertu de l'article 76 qui permet d'étendre la plate-forme à 350 milles marins. Cette plateforme est composée d'écosystèmes de type lagune, estuaires, récifs coralliens, terres humides, deltas fluviaux, dunes, plages et talus au large des côtes ainsi que forêts côtières, zones humides et marais (Ministère de la défense nationale; Rosero, 2021).

Toutefois, il n'existe pas de cadre juridique intégrant des éléments pour répondre aux besoins des zones côtières, et l'absence d'intégration et de coordination entre les niveaux gouvernementaux pour établir et poursuivre le développement de propositions fondées sur des données scientifiques afin de mettre à jour et de consolider le cadre juridique.

## **2. Justification.**

Depuis 2012, l'Équateur a mis en place de nouvelles institutions pour élaborer des politiques publiques relatives aux questions marines et côtières, compte tenu de l'importance du milieu marin pour l'économie du pays. Il existe cependant d'autres institutions qui ont également une influence sur les questions marines et côtières, mais pas directement.

Il existe actuellement une structure institutionnelle sur les questions marines et côtières, à savoir le Comité interinstitutionnel de la mer (CIM). Les réunions de la CIM sont rares et non régulières. D'autre part, les gouvernements locaux et le reste de la société civile ne sont pas inclus dans cette structure et leurs résolutions sont peu connues dans le secteur public, mais elles ne sont pas appliquées au niveau local. Bien que les membres de la CIM soient les ministères sectoriels impliqués, ses résolutions ne touchent pas le territoire.

L'idéal serait de renforcer les institutions, en renforçant les liens entre les différents acteurs pour atteindre les objectifs institutionnels d'une manière coordonnée avec des responsabilités et des objectifs clairs, impliquant les gouvernements locaux, le secteur privé et la communauté en général dans la prise de décision, pour laquelle il est important d'avoir clair les compétences de chaque instance et son champ de compétence et comment celles-ci convergent de manière intégrale pour la gouvernance et la gestion de la zone marine côtière.

La planète produit environ 1,3 milliard de tonnes de déchets plastiques par an, un chiffre qui devrait passer à 2,2 milliards d'ici 2025. Dans des pays comme l'Équateur, où les services de collecte des ordures sont limités, une partie de ces déchets

plastiques finit inévitablement dans les océans et sur les plages, avec le potentiel de nuire à la faune et à la santé humaine.

Aux niveaux régional et national, des efforts sont déployés pour élaborer des plans d'action réunissant les parties prenantes en vue de trouver des solutions efficaces au problème croissant des déchets marins. L'Équateur a besoin d'une politique publique spécifique pour traiter les déchets marins et les microplastiques, qui coordonne et renforce les diverses initiatives du secteur public, de la société civile, des milieux universitaires et des entreprises. Cette approche globale vise à réduire, à récupérer et à prévenir la production de déchets marins et à atténuer leurs impacts sur les écosystèmes aquatiques, l'économie et le bien-être des personnes.

Dans le but d'évaluer l'état actuel de la biodiversité, d'identifier les menaces et d'élaborer des stratégies de gouvernance efficaces pour sa conservation, Il est important de disposer d'un outil de gestion pour les écosystèmes coralliens qui sont vitaux pour la biodiversité et offrent des avantages économiques et sociaux significatifs aux communautés côtières. Cependant, elles sont confrontées à de multiples menaces et une gestion appropriée est essentielle pour assurer leur protection et leur durabilité à long terme.

Dans le cadre de son programme en faveur de la protection et de l'utilisation durable des écosystèmes marins-côtières en Équateur, l'Agence française de développement (AFD) finance l'élaboration de cette prestation afin de contribuer à la définition d'une vision intégrée et concertée des océans en Équateur.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Transition Écologique (MAATE), avec l'assistance technique de l'Agence Française de Développement, a pris l'initiative de concevoir et développer trois documents pour consolider la Vision Intégrée et Concertée des Océans : 1.- Plan de renforcement pour la gouvernance marine et côtière, établissant des synergies avec les divers documents de politique concernant les océans, 2.- Stratégie nationale sur les déchets marins et 3.- Plan d'action pour la gestion, restauration et protection des écosystèmes coralliens.

### **3. Objectifs de la prestation.**

La prestation vise à assurer une gestion durable et l'utilisation responsable des ressources marines et côtières, en favorisant la conservation de la biodiversité, l'adaptation aux changements climatiques, le développement socioéconomique, par la participation équilibrée et responsable des différentes entités du pays, locales, de la société civile, entre autres.

En particulier, les trois objectifs sont :

- Élaborer un plan de renforcement pour la gouvernance marine et côtière avec une méthodologie participative impliquant l'ensemble des acteurs compétents, en identifiant les usages, le cadre juridique et réglementaire, les menaces, les opportunités, la création de plateformes de coordination, l'encouragement à la recherche, la promotion de la sensibilisation du public à l'importance de la conservation marine et côtière.
- Élaborer un plan d'action national sur les déchets marins ; à partir d'un diagnostic, et avec une méthodologie participative impliquant l'ensemble des acteurs concernés.
- Élaborer un plan d'action pour la gestion, la restauration et la protection des écosystèmes coralliens, avec une méthodologie participative impliquant les communautés locales et les acteurs institutionnels

#### **4. Méthodologie et contenu de la prestation.**

Le bureau d'études devra fournir une note de cadrage et un plan de travail détaillant la méthodologie à utiliser pour la collecte, la systématisation et l'analyse des informations pertinentes et pertinentes pour atteindre les objectifs, ainsi que le calendrier détaillé des activités.

Il est important de mentionner que le bureau d'études devra revoir toutes les politiques, lois, normes, outils de gestion, et ordonnances qui s'appliquent dans la zone marine, côtière et océanique de l'Equateur (continental et Galápagos), tout en considérant tous les acteurs de l'État et des gouvernements autonomes décentralisés. Le MAATE pourra appuyer les consultants pour la collecte de toutes les informations pertinentes et nécessaires pour cette prestation.

Il sera aussi recommandé de réaliser une revue des stratégies et plans d'action similaires existants dans d'autres pays de la région Amérique latine ou dans d'autres régions du monde, sur les mêmes thèmes (gouvernance, déchets marins et gestion des écosystèmes coralliens). Les forces et faiblesses de ces exemples seront évaluées afin de capitaliser sur les bonnes pratiques et recommandations. La collecte d'informations pour l'élaboration des plans d'action sera effectuée par le biais d'ateliers et d'entretiens avec différents groupes cibles, qui pourront être complétés par les sources secondaires disponibles, principalement des représentants des institutions responsables de l'environnement, de la pêche, du transport maritime, du commerce, d'établissements d'enseignement supérieur, d'organismes de recherche, de la Marine nationale, entre autres.

Des ateliers seront organisés pour recueillir des informations sur les trois plans d'actions attendus. Il est attendu l'organisation d'au moins 3 ateliers dans la province de El Oro, 3 dans la province de Guayas, 3 dans la province de Santa Elena, 3 dans la province de Manabí, 3 dans la province d'Esmeraldas (soit 15 au total pour l'Equateur continental) et 2 aux Galápagos. Les sites des ateliers des zones côtières continentales seront coordonnés avec la DIMACO, ainsi que la liste des acteurs à convier. Les ateliers à Galápagos seront organisés et coordonnés avec le Parc national des Galapagos et DIMACO.

Une stratégie de communication devra également être prévue pour ces 3 plans d'action afin de faciliter le rapprochement avec les acteurs concernés et permettre une meilleure compréhension et reconnaissance du problème.

## **5. Résultats attendus de la prestation.**

Chacun des trois plans considérés aura une durée de 10 ans (c'est-à-dire une portée stratégique à horizon 2035) et pourront faire l'objet d'une évaluation à moyen terme au bout de 5 ans.

Ils devront t contenir a minima les informations suivantes :

### **PLAN DE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE MARINE ET CÔTIÈRE**

- Usages de la mer sur le territoire équatorien (zone économique exclusive)
- Vision politique de l'océan et objectifs stratégiques à court, moyen et long terme
- Situation actuelle au niveau national
- Cadre juridique et réglementaire
- Cartographie des principaux acteurs et description de leurs intérêts, usages et bénéfices et analyse de leurs capacités
- Gouvernance du gouvernement central, gouvernements autonomes décentralisés provinciaux, municipaux et paroissiaux dans la zone maritime côtière.
- Menaces, opportunités et défis dans la zone marine côtière.
- Synergie entre cadres juridiques et acteurs.
- Principales actions en matière de :
  - Renforcement des capacités
  - Plateformes de coordination
  - Recherche et innovation
  - Suivi et évaluation
- Budget et sources de financement possibles

### **PLAN D'ACTION POUR LA GESTION, RESTAURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES CORALLIENS**

- Cadre politique et réglementaire existant aux niveaux international, régional, national et local
- Situation actuelle au niveau national et régional
- Diagnostic (facteurs physiques et abiotiques)
- Menaces, pressions, opportunités et défis
- Mesures d'atténuation et de restauration proposées
- Principaux acteurs impliqués
- Degré de vulnérabilité
- Définition des principales stratégies
- Éducation, prise de conscience et sensibilisation
- Objectifs stratégiques à court, moyen et long terme

- Budget et sources de financement possibles

## **PLAN D'ACTION POUR LES DÉCHETS MARINS (DM)**

- Diagnostic : analyse des sources et comportements qui influent sur la production de DM à partir de sources terrestres et marines, et les impacts que ce type de déchets provoque sur les écosystèmes aquatiques, l'économie et le bien-être des personnes.
- Principaux acteurs concernés et analyse de capacités et connaissances des acteurs de la société civile, secteur public et privé, impliqués dans la gestion de la DM.
- Identification des thèmes prioritaires et grands défis
- Définition de la politique publique nationale autour de la gestion de la DM et des microplastiques, en intégrant les lignes directrices nationales pour aborder la gestion, promouvoir la coordination et la cohérence des actions des différents secteurs concernés, afin de réduire, récupérer et prévenir l'entrée des DM dans les écosystèmes marins aquatiques avec une approche plus guidée des récifs et des coraux.
- Proposition d'instruments volontaires et obligatoires de gestion environnementale pour récupérer, réduire et prévenir la génération des DM et microplastiques à leur source et atténuer leurs impacts.
- Proposition d'actions d'éducation à l'environnement, de participation et de science citoyenne, de coordination nationale, de recherche et d'innovation, pour la consolidation, le développement ou le raffinement de méthodologies et de solutions pour prévenir, réduire, récupérer, réutiliser, valoriser la DM, et la transition vers une économie circulaire.
- Définition des stratégies ou actions envisagées pour travailler avec les communautés locales et ses autorités.
- Définir des stratégies ou actions encadrées / envisagées pour la création de normes environnementales nécessaires
- Identification de propositions d'actions de la coopération internationale et promouvoir l'échange d'informations aux niveaux régional et mondial, et l'assistance technique pour prévenir, réduire et atténuer la production de la DM dans les écosystèmes aquatiques.

Il convient de mentionner que le Plan d'action pour les déchets marins et les microplastiques de l'Équateur doit être aligné sur le Plan régional pour la gestion intégrée des déchets marins dans le Pacifique Sud-Est de la CPPS et sur les diverses stratégies pour la réduction du plastique à usage unique que le pays possède.

**L'ensemble des livrables seront rédigés et remis en espagnol.**

L'ensemble des livrables devra être révisé et approuvé par le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Transition Écologique (MAATE), à travers la Direction Marine Côtière et Océanique (DIMACO), et l'AFD.

## **6. Profils attendus des consultants**

Le bureau d'études devrait avoir une équipe de travail spécialisée dans les thèmes océaniques, déchets marins, gouvernance, biodiversité et restauration des écosystèmes. Chaque membre de l'équipe doit se conformer expressément au profil professionnel et à l'expérience requis, et ses CV doivent être présentés dans le cadre de la proposition technique. Les rôles du personnel seront différenciés mais complémentaires, garantissant une exécution intégrale et multidisciplinaire du projet.

### **Chef d'équipe international**

Le ou la responsable sera responsable de la direction et de la coordination de la prestation. Son rôle sera de gérer l'équipe, d'assurer la conformité des livrables avec les indications des termes de référence.

Il devra veiller à ce que les différents livrables contiennent une vision stratégique globale, axée sur la conservation des écosystèmes marins côtiers de l'Équateur. Il sera responsable de la mise en œuvre des mécanismes de contrôle et d'assurance qualité dans tous les livrables.

- Diplôme en sciences de l'environnement, océanographie ou domaines connexes, avec spécialisation en développement durable.
- Au moins 10 ans d'expérience avérée dans la conception de stratégies/plans d'action.
- Au moins 3 expériences à l'international (hors Equateur)
- Collaboration avec différents acteurs, y compris la coopération internationale, les ONG, les ministères sectoriels et le secteur privé.

### **Expert en gestion des déchets marins**

- Ingénieur Environnement, Biologiste/e, Économiste spécialisé dans l'atténuation du changement climatique, la régénération des écosystèmes marins et côtiers ou la gestion des déchets solides et marins.
- Au moins 6 ans d'expérience dans le domaine de la gestion des déchets marins.

### **Expert socio-économique**

- Formation en sciences sociales, sociologie, anthropologie, sciences humaines ou domaines connexes.
- Au moins 5 ans d'expériences en évaluation sociale, analyse des parties prenantes, approche écosystémique, gestion partagée de zones marines protégées, économie circulaire et collecte d'informations environnementales ou sociales, avec une expérience dans les consultations publiques.

### **Expert juridique**

- Diplôme professionnel de juriste, spécialisé en droit de l'environnement.

- Au moins 5 ans d'expériences dans le domaine de la législation nationale et internationale des pêches, des ressources marines et côtières, des aires protégées et du changement climatique.

### **Expert ressources biologiques**

- Diplôme professionnel en biologie
- Au moins 5 ans d'expériences dans la gestion durable de la pêche, la surveillance et la gestion de la pollution marine, l'éducation environnementale marine, le contrôle des espèces non indigènes et envahissantes, gestion des aires protégées marines et côtières, création de récifs/épaves artificiels

Il convient de mentionner que le bureau d'études pourra engager en complément tous les professionnels qu'elle juge nécessaires pour la réalisation de cette prestation.

En outre, l'équipe de consultants doit avoir :

- Connaissance et expériences avérées en Equateur et sur la zone Pacifique / Amérique du Sud
- Connaissance approfondie des écosystèmes marins et côtiers, y compris les questions de gouvernance, déchets marins, plastiques, gestion des déchets et sources terrestres de pollution.
- Expérience de l'élaboration de plans et stratégies maritimes
- Solides compétences en matière d'organisation, de recherche et d'analyse.
- Bonnes capacités de communication et d'interaction avec diverses parties prenantes.

## **7. Phasage et livrables**

Les livrables suivants sont prévus, selon 4 phases chronologiques :

Phase	DESCRIPTION	Durée estimative
Phase 1 : cadrage	Document : Note de cadrage détaillée et plan de travail	Durée : 15 jours
Phase 2 : diagnostics	1.- Diagnostic initial de la pollution par les déchets marins et les microplastiques dans la région continentale (côte) 2.- Diagnostic initial des communautés coralliennes et récifs rocheux identifiés dans la zone marine côtière et insulaire de l'Équateur, ainsi que le cadre juridique pour leur protection.	Durée : 4 mois

Phase 3 : définition des recommandations et propositions d'actions	1.- Diagnostic des utilisations, cadre juridique et réglementaire, acteurs, menaces et opportunités, actions et synergies avec les divers documents de politique concernant les océans. 2. Recommandations et proposition d'actions visant à réduire ou atténuer la pollution marine par les déchets marins et les microplastiques; 3. Recommandations et propositions d'actions pour restaurer et conserver les communautés coralliennes et récifs rocheux continentaux et insulaires.	Durée : 4 mois
Phase 4 : élaboration des plans d'actions finaux	Rédaction des 3 plans d'action finaux contenant l'ensemble des éléments mentionnés au point 5 – résultats attendus de la prestation : . 1. Plan d'action pour le renforcement de la gouvernance marine et côtière. 2. Plan d'action national pour la gestion durable des déchets marins 3. Plan d'action national pour la gestion, restauration et protection des écosystèmes coralliens à horizon 2035	Durée : 2 mois

## 8. Présentation et remise des livrables.

Les livrables seront remis en espagnol sous format numérique et doivent contenir des photographies et des feuilles d'enregistrement des ateliers, visites de terrain et travaux réalisés (y compris enquêtes, formats et analyses statistiques).

Une fois les livrables examinés par le MAATE, s'ils existent, des observations seront faites pour générer les changements respectifs. L'approbation des livrables sera assurée par le directeur (a) de la DIMACO et de l'AFD.

Toutes les photos doivent être fournies au format JPG (et en haute résolution si possible). Cartes et plans : l'échelle de l'information imprimée devra être coordonnée avec la DIMACO pour la livraison en format numérique (Shape files) au format Arc Info et/ou Autocad des plans générés, à utiliser dans n'importe quel système. Les cartes générées doivent également être fournies en format JPG.

Des présentations PowerPoint seront élaborées pour la diffusion et présentation des résultats.

## **9. Proposition économique**

Parmi les aspects mentionnés ci-dessus et d'autres à considérer, on peut citer notamment (liste non limitative):

1. Tous les coûts des ateliers (matériel, repas /collation, location de salle, son/audio) doivent être inclus dans la méthodologie
2. Il sera nécessaire d'inclure dans la proposition les frais de mission (per diems) et de déplacement pour 2 techniciens de la DIMACO pour tous les ateliers qui se déroulent dans le pays.